

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!

contre-courant

Organe trimestriel de la section à l'étranger de L'Organisation des Fedayin (Minorité)

DANS CE NUMERO:

Sixième année ----- NUMERO 22 ----- Avril 1999

DANS CE NUMERO:

- ? [Les sauvageries du régime sont le signe de son effondrement](#)
- ? [Le journal du valy - e - faghieh tire aussi la sonnette d'alarme](#)
- ? [La classe ouvrière et les libertés politiques](#)
- ? [Les buts dissimulés des bombardements en Irak](#)
- ? [A la mémoire du camarade Abbas Fazilatkalâm](#)
- ? [Les Infos](#)

Les sauvageries du régime sont le signe de son effondrement

Les événements du mois de décembre en Iran, à savoir l'assassinat barbare de Dariouch et Parvaneh Forouhar, la mort suspecte de Madjid Charif, l'enlèvement et l'assassinant de deux écrivains, Mohammad Mokhtari et Mohammad-Djafar Pouyandeh, les descentes des hordes du Hezbollah dans les rues de Téhéran et dans certaines autres villes pour perturber des réunions culturelles et politiques, l'attaque contre le car des touristes américains, les protestations dans les universités etc. reflètent la crise dans laquelle se trouve le régime de la République islamique.

Les assassinats politiques du mois de décembre ne peuvent pas être analysés en dehors de la crise de l'effondrement du régime. Ces assassinats ont été différents de nombreux autres que le régime a organisés par le passé pour faire taire des opposants. La conséquence politique de l'assassinat des Forouhar a été beaucoup plus grave pour le régime, aussi bien à l'intérieur que sur la scène internationale, que s'il voulait les arrêter et condamner. Il est improbable que les appareils de répression et de sécurité du régime, qui ont organisé ces assassinats - là, n'aient pas réfléchi sur leur conséquence politique. Il est par contre sûr que même une personne peu consciencieuse politiquement dans le régime savait que ces assassinats ne feront pas taire les opposants et les protestations seront multipliés et ainsi le régime aura une crise de plus. Mais ces assassinats ont été perpétrés. Alors il faut les analyser dans le cadre plus général de la politique de répression du régime. Il semble qu'au moins les principales factions du régime ont bien saisi qu'elles ne peuvent plus régner comme avant. Elles avouent explicitement ou implicitement une crise profonde et chacune propose sa solution. La faction de Khatami est pour la politique de carotte. Elle veut des réformes très superficielles pour diminuer un peu la répression et sauver ainsi le régime. L'autre faction a choisi la politique de bâton. Elle se prépare pour des répressions beaucoup plus sanglantes que par le passé. Cette seconde faction qui représente l'Etat dans le sens le plus caractéristique du terme et dirige les appareils de répression mobilise maintenant les bandes armées non officiels. Ces bandes, dirigées par les

appareils militaires, d'ordre, de sécurité et judiciaire mais aussi par l'appareil clérical, sont organisées et formées dans les mosquées et d'autres centres religieux. Leurs tâches sont beaucoup plus vastes par rapport aux bandes similaires du début de la République islamique. Il semble que ces bandes de terreur sont organisées de telle manière pour qu'elles puissent sévir en employant la violence lorsque le mouvement des masses populaires sera beaucoup plus intensifié et important que maintenant. Ces bandes qui attaquent aujourd'hui l'opposition légale du régime et même les réunions des sympathisants de Khatami se préparent en fait pour les jours où les grèves et manifestations de masses seront nombreuses. Toutes les factions du régime sont au courant de ces faits. Elles savent également qui a organisé les récents assassinats et qui sont les leaders des groupes de terreur islamique. C'est pourquoi il est extrêmement démagogique quand le président de la République islamique, Khatami, se dit désolé des récents assassinats et demande aux services de sécurité de trouver les coupables et les mettre à la disposition de la justice. On dirait que monsieur le président se moque des gens en demandant aux appareils de répression d'identifier et d'arrêter les coupables alors qu'ils sont eux-mêmes organisateurs des opérations d'assassinats. Ce personnage démagogue parle de liberté et dit aux gens qu'il ne laisse pas que leurs droits soient bafoués alors que ces mêmes gens sont coupés en morceaux chez eux et enlevés dans les rues et assassinés clandestinement. Il ne reste plus aucun droit aux gens pour que Khatami les défende ! Lorsque l'on voit la situation de la société en ce qui concerne le despotisme, la répression, la terreur et la dictature et l'on entend les discours de cet élève du charlatan du siècle qui était Khomeïni, l'on a tendance à penser qu'apparemment dans le régime il y a eu le partage des tâches ! Celle de Khatami consiste à chanter des berceuses aux gens. Mais les gens ne se tromperont pas une seconde fois. Khomeïni l'a fait une fois, ça leur suffit. Les gens ne se laisseront pas ruser par Khatami. Ils s'insurgeront. Les mouvements de protestation ne cessent de se multiplier. Bien que le mouvement de la classe ouvrière d'Iran ne soit pas encore entré dans une phase de mouvement indépendant politique, mais les usines et entreprises sont en pleine ébullition par de nombreuses grèves. Aux universités, les groupes sympathisants des factions du régime sont en train de perdre la face et un mouvement étudiant indépendant de toutes les factions du régime est en train de naître. Tout cela est le signe que les gens ne se laissent plus bercer par monsieur Khatami. L'affaire d'un soldat qui a récemment pris son arme et dans deux accrochages a tué des dizaines d'agents du régime est un signe de la colère latente des gens qui s'insurgent contre le régime. Les journaux du régime ont essayé de dédramatiser l'affaire du soldat. Mais son acte rappelle celui d'un autre soldat qui a pris son arme, peu avant la fin du régime du chah, et a abattu plusieurs gradés de l'armée.

Il n'y a pas l'ombre d'un doute que le régime de la République islamique commettra des crimes plus atroces avant sa fin et réprimera par les plus barbares des moyens le mouvement des masses populaires. Mais la précipitation des événements enseigne que les ouvriers et travailleurs entreront en grand nombre dans le mouvement et riposteront à la violence contre-révolutionnaire de l'Etat islamique par la violence révolutionnaire et balayeront la réaction en Iran.

Le journal du valy - e - faghieh tire aussi la sonnette d'alarme

En général les régimes despotiques disent que la situation est satisfaisante et qu'ils seront là pour toujours. Et cela jusqu'à ce qu'ils soient renversés. Le régime du chah appelait l'Iran l'île de la stabilité. Une île de la stabilité qui était construite par la répression, la torture et

l'exécution des opposants. Il croyait qu'une tempête ne détruirait guère cette île et la dynastie des Pahlavi perdurerait de génération en génération. Mais est arrivée la tempête révolutionnaire du peuple. L'île de la stabilité fut alors tellement ébranlée que le chah s'est présenté personnellement à la télévision pour déclarer qu'il avait bien entendu le cri de la révolution des masses populaires. Mais il était trop tard pour lui, les immenses masses d'ouvriers et de travailleurs avaient fermement décidé d'aller jusqu'au bout. Ce fut ainsi et l'île de la stabilité du dernier roi d'Iran a coulé.

La République islamique a bien emboîté le pas, en ces 20 années de sa néfaste existence, au régime du chah. Elle a réprimé et tué par milliers les opposants et croit que l'Etat d'Allah restera pour toujours en Iran. Aucun des membres du régime ne pensait un seul instant que la République islamique pourra partir aussi. Aucun ne pensait encore moins de le dire. Dans le même temps que les mouvements de mécontentement grandissent, depuis début des années 90, certaines factions du régime avaient compris plutôt que les autres que la situation a changé de telle manière que gouverner comme avant n'était plus possible. Il y avait et probablement il y a encore certains groupes qui n'ont pas compris que la crise est si grave que le régime ne peut pas en sortir sain et sauf. Près de deux ans après la présidence de Khatami, le journal Djomhuri - e - Eslami, l'organe et le porte-parole du guide du régime Khaménéï, commence à parler des adieux. L'éditorial du 18 novembre de ce journal avait pour titre "Que faire ? - Etat et souveraineté nationale". Faisant allusion à la gravité de la crise et aux fractures et querelles des factions, quelques conseils sont donnés aux dirigeants et responsables du régime : "Il faut qu'ils œuvrent intensément pour diminuer des controverses politiques. Il faut qu'ils prennent en considération ce point important que la continuation des querelles est contraire à la souveraineté nationale." La suite de l'article tire la sonnette d'alarme ainsi : "Le fait que la situation actuelle continue n'est dans l'intérêt que des ennemis de la République islamique. La situation économique du pays, la situation sociale et les équations internationales nous enseignent toutes ces réalités. Nous avons besoin plus que jamais de la souveraineté nationale. Si nous ne prenons pas sérieusement en compte cette réalité, il n'y aura certainement pas de garantie pour que la République islamique continue."

Autrement dit ces déclarations annonce la révolution qui approche et la fin de l'Etat d'Allah. Lorsque même le journal Djomhuri - e - Eslami est arrivé à cette conclusion que la situation actuelle ne garantit pas la continuité de la République islamique, c'est que même les plus réactionnaires des factions du régime sont désespérées qu'elle reste encore en place.

La classe ouvrière et les libertés politiques

Une crise globale enveloppe tout le système de la République islamique. La crise politique est une réalité indéniable. Les protestations et luttes des gens s'intensifient. Les masses populaires ne veulent plus vivre comme avant. La situation économique et politique actuelle leur est devenue de plus en plus insupportable. En haut, dans les rangs de la classe dirigeante, les heurts et différends se sont accentués d'une manière sans précédent. Une profonde fracture est constatée dans la classe dirigeante et l'appareil d'Etat. Toutes ces réalités prédisent l'effondrement du régime. La République islamique, au seuil de la désagrégation, s'efforce vainement de se dépêtrer. La crise est toutefois beaucoup plus grave pour que la tactique "libérale" de la faction de Khatami ou la tactique plus dure de l'autre faction du régime puissent la résoudre. Une partie des sympathisants de Khatami avouent maintenant l'échec. Ils prétendent cependant que l'autre faction en est responsable. Par ailleurs la faction dominante, qui dirige l'Etat dans le sens le plus caractéristique du terme, a intensifié la répression et le

despotisme. Elle a employé, encore une fois récemment, les plus sauvages moyens de la répression. L'assassinat d'opposants politiques et d'épris de libertés est de nouveau à l'ordre du jour des escadrons de la mort de l'Etat islamique. Quelques jours après l'assassinat sauvage de Dariouch Forouhar et de son épouse Parvaneh et la mort suspecte de Madjid Charif, Mohammad Mokhtari, l'écrivain épris de libertés, a été enlevé et tué. Le jour même où le cadavre de Mokhtari a été découvert Mohammad - Djafar Pouyandeh, écrivain et traducteur épris de liberté, a été kidnappé et retrouvé mort par la suite. Le régime islamique croyait que par les assassinats sauvages, les opposants prendraient peur et un climat de terreur intense s'installerait dans la société. Mais le résultat a été exactement le contraire. Ces assassinats ont entraîné une tempête de protestation contre l'Etat islamique. Les protestations à l'intérieur du pays mais aussi celles des Iraniens à l'étranger soutenues par les organisations démocratiques, humanitaires et de défense des droits de l'homme dans le monde entier ont contraint le régime à une position défensive. Les dirigeants du régime qui ont organisé eux-mêmes les assassinats ont été tous obligés de les condamner. Ils ont désigné comme responsables des assassinats d'imaginaires éléments venant d'au-delà des frontières iraniennes. Mais les gens qui connaissent bien maintenant le régime l'ont montré du doigt. En Iran non seulement personne n'a pris peur des assassinats mais en plus des protestations ont pris des aspects plus ouverts et plus développés. De nombreuses personnes ont participé aux obsèques des victimes de la terreur de l'Etat islamique. Bien que certaines personnalités conservatrices aient essayé que les slogans des rassemblements ne soient pas antigouvernementaux, au moins dans un cas un groupe des forces radicales du mouvement ont réussi à organiser une manifestation avec des slogans hostiles à l'Etat islamique. Elles ont ainsi scandé à bas la République islamique. Et les forces du régime les ont chargées. Malgré les tendances politiques diverses des écrivains et bien que certains d'entre eux propagent encore des illusions sur Khatami, ils ont multiplié leurs actions pour leurs revendications. Les étudiants continuent également leurs luttes.

Les actions de protestations des Iraniens à l'étranger se sont développées contre le régime. De grandes manifestations ont ainsi été organisées dans plusieurs villes du monde. De tels rassemblements étaient sans précédent ces dernières années. Les participants à ces actions étaient souvent des individus qui ne s'engageaient pas dans la lutte politique contre le régime. La présence de ces gens-là dans les actions est en fait le reflet du développement des luttes en Iran. Un autre changement était sensible dans toutes ces actions. Les plus radicaux des slogans ont été bien accueillis par les manifestants. Les efforts de plusieurs années de ceux qui prétendent que le régime peut se transformer et des libéraux - réformistes sont tombés à l'eau d'un seul coup. Les slogans réformistes comme "l'isolement du vélayat - e - faghih" et la confirmation directe ou indirecte d'une des factions du régime n'avaient aucune place dans les manifestations à l'étranger. Le principal slogan était partout "à bas le régime de la République islamique". Ce mouvement radical a même obligé un des sympathisants connus de Khatami de répéter le slogan d'à bas la République islamique.

La progression du mouvement protestataire des gens en Iran et à l'étranger et sa radicalisation suite aux assassinats perpétrés par le régime démontrent que les mécontentements populaires actuels sont arrivés à un stade où l'accentuation de la répression par le régime ne peut plus contenir le mouvement. Les assassinats sauvages n'ont non seulement pas épouvanté les gens mais en plus le mouvement s'est développé et radicalisé. Les récents assassinats n'ont pas consolidé les bases du régime, ils les ont affaiblis davantage. Toutefois l'affaiblissement du régime, le mécontentement des gens, la fracture au sein des factions du régime et d'autres paramètres dont il a été fait allusion ne veulent pas encore dire que le mouvement est dans une étape où les gens pourront concrétiser leurs revendications. Le mouvement général des masses populaires est encore très faible et ses acquis sont insignifiants. La raison en est que les masses populaires, c'est-à-dire les ouvriers et travailleurs, ne sont pas encore dans un

mouvement politique ouvert et direct. C'est pourquoi le mouvement est encore très faible pour pouvoir porter un coup décisif et final au régime. Les forces actives du mouvement sont pour l'instant souvent des étudiants et d'autres forces intellectuelles qui ne veulent pas, la plupart du temps, une évolution radicale. La faiblesse du mouvement est donc actuellement un fait marquant. Les forces actives actuelles n'ont ni la puissance nécessaire pour confronter le régime ni la persévérance requise d'une évolution sérieuse. Même si les revendications des masses populaires se résument seulement dans les revendications de liberté, avec les forces actives actuelles du mouvement politique ces revendications ne seront pas réalisées. Et même s'il y a des acquis, ils seront superficiels et instables. La réalisation sérieuse des revendications de liberté, entre autres les libertés politiques, dépend de la lutte directe des ouvriers et des travailleurs. Ce sera à ce moment-là où le mouvement entrera dans une étape qualitativement supérieure. C'est un problème très important pour plusieurs raisons. Seulement l'entrée de la classe ouvrière dans la lutte politique ouverte contre le régime peut changer le rapport des forces existant en faveur du mouvement révolutionnaire des masses populaires.

La réalité est que la République islamique ne capitulera pas devant les revendications des gens, n'accordera pas de libertés politiques et ne se renversera pas toute seule doit être claire normalement à tout le monde. Ce régime défendra son existence jusqu'à la dernière minute en employant tous les moyens de répression et de violence. C'est pourquoi son renversement a besoin de véritables forces. Des forces qui puissent détruire la guerre sans pitié et sanglante que la réaction leur imposera. Seulement la classe ouvrière d'Iran a cette puissance et cette capacité et pourra sortir victorieuse de cet affrontement. Il est vrai qu'en Iran pour faire tomber le régime de la République islamique, extrêmement antidémocratique et répressive, le rôle de la classe ouvrière a une importance prépondérante, mais cela n'est pas spécifique à l'Iran et dans le monde entier la classe ouvrière a un rôle déterminant dans l'obtention des libertés politiques. L'histoire contemporaine du monde témoigne que la conquête des libertés politiques et des droits démocratiques des gens est redevable à la lutte de la classe ouvrière. Celles et ceux qui ont pour objectif la démocratie parlementaire existante devraient revoir l'histoire de la formation de cette démocratie. Ils s'apercevront aisément que c'est la classe ouvrière qui a conquis les libertés politiques par ses luttes acharnées. Personne ne les a données. Quand la classe bourgeoise était encore une force progressiste, elle ne défendait pas avec persévérance les libertés politiques. Elle n'était pas prête à reconnaître pleinement aux gens les libertés politiques et les droits démocratiques. La grande Révolution française qui était la plus radicale des révolutions bourgeoises du monde et dirigée par la bourgeoisie a été propulsée par la classe ouvrière naissante et les couches sociales pauvres. La bourgeoisie française a accepté sous cette pression et dans un cadre limité les libertés. Elle les a toutefois restreintes dès qu'elle a pu. La classe ouvrière de France a ensuite contraint la bourgeoisie à admettre plus de libertés et de droits démocratiques dans le cadre de la démocratie parlementaire actuelle française grâce aux révolutions de 1830, de 1848, de 1871 et des grèves et manifestations suivantes. En Angleterre c'est aussi la classe ouvrière qui a obligé, par des années de lutte, les aristocrates et capitalistes à reconnaître les droits démocratiques et les libertés politiques aux gens. Dans les autres pays européens il a été de même. La classe ouvrière a pu asseoir ses revendications dans tous ces pays par grèves, manifestations, insurrections et révolutions. Dans tous ces pays la bourgeoisie avait privé les gens des libertés politiques, des droits démocratiques, entre autres le droit à l'élection et à l'éligibilité. C'est pourquoi il ne faut pas oublier que tout ce que les gens ont comme droits politiques et sociaux, dans le cadre du système des pays capitalistes développés, a été obtenu grâce à la lutte de la classe ouvrière. L'Iran n'en fait pas exception. Nous avons constaté cette vérité au cours des luttes contre le régime du chah ayant abouti à son renversement. Le régime du chah a avoué avoir entendu la voix de la révolution quand la classe ouvrière d'Iran a pris l'initiative de la lutte politique. Sans entrer en lutte de la classe ouvrière le renversement du régime du

chah était impossible. La concrétisation des revendications des gens et le renversement de la République islamique sont maintenant absolument impossibles sans la classe ouvrière. Le rôle et l'importance de la classe ouvrière et sa lutte dans le mouvement de la libération ne se posent pas seulement du point de vue de la puissance quantitative et qualitative de cette classe. Plus important est que la classe ouvrière est la plus persévérante des classes et couches sociales dans la lutte pour la liberté. La classe ouvrière exige les plus totales, les plus vastes et les plus globales des libertés. Car elle en a intérêt. Plus les libertés politiques sont vastes, totales et globales plus la classe ouvrière peut rapidement et d'une meilleure façon s'organiser et prendre conscience. Elle pourra donc plus rapidement arriver à son but qui est l'anéantissement du système de classe actuelle et l'instauration d'une société sans classes et sans exploitation. Alors que toutes les autres classes et couches de la société, même les plus démocrates, ne veulent que limiter les libertés d'une manière ou d'une autre. Car elles sont pour la propriété privée et la sauvegarde du système capitaliste. Elles ont peur que la classe ouvrière se serve des libertés les plus totales et globales pour concrétiser ses objectifs de base et de renverser l'ordre actuel. Il n'est donc pas étonnant que la classe ouvrière soit la plus persévérante et la plus sérieuse dans la lutte pour la liberté, qu'elle soutienne les plus vastes et totales des libertés en se battant pour le renversement de la République islamique. La classe ouvrière d'Iran n'a pas encore commencé la lutte politique ouverte contre le régime de la République islamique et n'a pas encore formé son propre mouvement politique indépendant. La classe ouvrière sait qu'elle ne pourra pas obtenir ses revendications sociales et politiques en suppliant le régime ou en les demandant à une de ses factions. La classe ouvrière a l'expérience de conquérir la liberté dans une guerre sans merci contre la réaction. C'est pourquoi quand elle se sera insurgée un combat déterminant commencera. La liberté que la classe ouvrière exige dans son combat est fondamentalement différente de la soi-disant liberté de celles et de ceux qui la demande à l'Etat islamique. Il y a énormément de différence entre la liberté exigée par la classe ouvrière et la liberté mensongère de celles et de ceux qui ont pour symbole Khatami, celui même qui était à la tête de l'appareil d'inquisition et de censure du régime pendant dix ans, celui même qui a qualifié le boucher des prisons politiques, Ladjévardi, de soldat fidèle de l'Etat islamique. Mais le régime islamique ne tolère même pas ces gueux qui lui demande la liberté. La vérité est que la République islamique n'admet absolument pas la liberté authentique. Elle ne sait que réprimer et employer la violence pour se préserver. La nature réactionnaire de la faction de Khatami apparaît de plus en plus dans le contexte économique et politique actuel. Même celles et ceux qui croyaient en la transformation "libérale" du régime désespèrent davantage. Le mouvement se radicalisera de jour en jour. Etant donné la situation économique et les pressions politiques infligées par le régime la plus imminente perspective est la progression du mouvement et l'entrée active en lutte politique de la classe ouvrière. L'on peut parler d'un véritable mouvement politique en Iran lorsque la classe ouvrière prendra l'initiative de le former. Seul ce mouvement pourra affronter le régime et pourra apporter aux populations d'Iran la liberté. Le sort du mouvement de la libération des populations d'Iran dépend du mouvement politique indépendant de la classe ouvrière. Sans le mouvement indépendant de la classe ouvrière et sans sa présence la véritable liberté n'existera pas.

Les objectifs dissimulés des bombardements en Irak

Les impérialistes américain et anglais ont une nouvelle fois commencé le bombardement des populations sans défense de l'Irak. En trois jours plus de 400 missiles ont été tirés et des

tonnes de bombes ont été larguées. Des dizaines de personnes ont été tuées et des centaines d'autres blessées au cours de ces bombardements.

Cette agression américaine et anglaise qui s'est faite en dépit des lois et règlements internationaux a été la cible d'une vague de protestation dans divers pays du monde. Les ambassades et d'autres centres des Etats-Unis ont été attaqués par des gens en colère.

Les politiciens américains et anglais ont déclaré que cette agression militaire a été décidée pour riposter contre le non respect des décisions du Conseil de sécurité de l'ONU par l'Irak et pour détruire les armes chimiques et réduire la puissance militaire de l'Irak. Ces déclarations ne sont pas basées sur les réalités, elles sont faites pour justifier les attaques militaires américaines et anglaises. En ce qui concerne le non respect des décisions du Conseil de sécurité le fait est qu'il n'y a pas eu de décisions prises par cet organe. Car la plupart de ses membres permanents, la France, la Russie et la Chine, étaient contre les actions militaires, se basant sur les rapports de la commission des vérifications. Ces trois pays ont déclaré que l'Irak n'avait pas sérieusement contrevenu. La seconde prétention des agresseurs était aussi sans fondement. Les attaques contre l'Irak se faisaient la nuit. Elles n'ont pas porté de coups sérieux aux installations militaires irakiennes. Les bombes sont tombées souvent sur les installations civiles et les quartiers résidentiels. Un des exemples en est qu'un des missiles est tombé dans la ville iranienne de Khorramchahr alors que les commandants militaires américains et anglais affirmaient que leurs frappes étaient très précises et visaient les installations et forces militaires irakiennes. Ce missile qui devait viser une des installations militaires de Bassorah en Irak est tombé donc à Khorramchahr. Il est donc clair que toutes les prétentions des politiciens américains et anglais pour justifier les attaques militaires étaient fausses et irréelles. Ces justifications étaient tellement sans fondement que même la presse américaine et anglaise, qui défendait les attaques militaires, a commencé à demander pour quelles raisons les attaques ont débuté et quel en était le résultat ? Certains journaux ont même écrit sur l'échec américain et anglais. Si les Etats-Unis et l'Angleterre n'ont apparemment pas atteint leurs objectifs communiqués pour attaquer militairement l'Irak, c'est que les objectifs réels des attaques n'étaient pas ceux qu'ils ont annoncés. En fait une des raisons des attaques était de diminuer les contradictions politiques au sein de la classe dirigeante américaine. Ces attaques militaires se sont exactement effectuées alors que le Congrès s'apprêtait à engager le processus de la destitution de Clinton. Ce dernier voulait renforcer sa position intérieure par les attaques militaires contre l'Irak, faire reculer ses adversaires républicains et influencer l'affaire de la destitution. Mais d'autres raisons plus importantes existaient aussi pour ces attaques. Les Etats-Unis et l'Angleterre qui dominent, par proportions différentes, les marchés de cette région du monde où est situé l'Irak ont besoin de faire une guerre de temps à autre pour préserver leur position militaire, politique et économique. Ils ont besoin de créer des crises à cette fin. C'est en faisant des guerres qu'ils peuvent justifier la présence des forces militaires dans le Golfe persique et dans certains pays de la région. Ils défendent ainsi l'existence des régimes réactionnaires de la région et sauvegardent les marchés en leur possession. Ils contraignent les régimes réactionnaires de la région à acheter des quantités importantes d'armes et remplissent les caisses des monopoles d'armement. Ils contrôlent les principales productions pétrolières et apportent beaucoup de profit aux monopoles pétroliers. Voilà ce qui a été les vrais objectifs américains et anglais pour créer des crises et des guerres ces dernières années dans cette région du monde. L'impérialisme américain se sert de différents moyens politiques et militaires pour asseoir ses buts. Parfois il se sert du Conseil de sécurité, une autre fois de l'ONU. Quelques fois il fait la guerre sans aval de ces organismes comme les récentes attaques militaires contre l'Irak. Mais cette fois-ci les attaques n'ont pas renforcé la position des Etats-Unis dans la région et sur la scène internationale, elles l'ont affaiblie. Au cours de ces attaques non seulement les

populations de la région ont pris position contre les Etats-Unis mais en plus certains régimes réactionnaires de la région étaient contre. Même les alliés des Etats-Unis et de l'Angleterre n'ont pas réussi à soutenir les agressions. Les Etats-Unis et l'Angleterre ont été isolés sur la scène internationale et les contradictions entre les puissances impérialistes européennes et américaine se sont accentuées. Les attaques militaires contre l'Irak n'ont pas donné les résultats escomptés par les Etats-Unis et l'Angleterre. La crise va toutefois continuer et il n'est pas impossible que les Etats-Unis et l'Angleterre organisent une autre fois des attaques militaires contre l'Irak.

A la mémoire du camarade Abbas Fazilatkalam

Le camarade Abbas FAZILATKALAM s'est éteint le vendredi 26 février 1999 à Paris. Abbas FAZILATKALAM naquit en 1924 à Téhéran dans une famille ouvrière. Après les études primaires, il rejoignit le monde du travail. En 1941, lorsque le Parti Toudeh d'Iran fut créé, le camarade FAZILATKALAM regagna ses rangs. Il fut un militant particulièrement actif du Conseil Central Unifié des Ouvriers et des Travailleurs d'Iran, organisation syndicale proche du Parti Toudeh. En 1946, le camarade FAZILATKALAM fut arrêté pour la première fois à Racht, au Nord du pays, pour avoir aidé un mouvement en Azerbaïdjan. En 1948, pour la deuxième fois, on l'arrêta pour ses activités dans le syndicat des ouvriers de construction. Il subit de graves violences et tortures. En cette même année de 1948, sept ans après la création du Parti Toudeh qui se considérait communiste, le camarade Abbas prit une position critique sur les politiques du Parti mais il considérait qu'il fallait rester au Parti et lutter contre ses tendances non marxistes. Après le mouvement de la nationalisation du pétrole, suite auquel la CIA organisa le coup d'Etat du 19 août 1953, le camarade FAZILATKALAM fut arrêté une nouvelle fois et endura des tortures sauvages et fut condamné à un an et demi de prison. Lorsqu'en 1971 un nouveau mouvement de gauche communiste vit le jour le camarade FAZILATKALAM rompit définitivement ses liens avec le Parti Toudeh qui n'était pas en fait un parti qui luttait pour le socialisme et la libération de l'humanité opprimée. Il contacta ce mouvement qui s'appela l'Organisation des Guérilleros Fedayin du Peuple d'Iran. Son contact ne fut que son propre fils Mehdi. Le camarade FAZILATKALAM fut arrêté en 1972 à Ispahan pour son appartenance à l'Organisation des Guérilleros Fedayin du Peuple d'Iran. Il fut condamné à 15 ans de prison puis à 4 ans après avoir fait appel. Ce fut à la prison que l'on lui apprit la mort de son fils Mehdi au cours d'un accrochage armé avec la police politique du régime du chah le 29 juillet 1972. Sa fille Chirine fut aussi tombée en martyr sous la torture de la Savak, police politique du chah, le 26 avril 1974. Ce fut encore à la prison que l'on annonça la mort héroïque de Chirine à son père Abbas. Et finalement le 26 janvier 1977 le camarade Abbas FAZILATKALAM apprit, toujours à la prison, que son autre fils Anoucheh fut tué dans un combat armé contre le régime du chah. Selon lui-même, ses camarades de prison commencèrent à l'appeler Père FAZILATKALAM par respect et étant donné qu'il était père de trois Fedayin du Peuple tombés en martyr. D'après un de ses compagnons de prison chaque fois que la mort de ses enfants fut annoncée, il était le premier à déclarer ses condoléances aux autres prisonniers politiques.

Le Père FAZILATKALAM fut libéré de la prison après la révolution de février 1979 en Iran. Dès sa sortie de la prison il continua ses luttes. Il fut un des membres fondateurs de l'Association des Prisonniers Politiques d'Iran. Elle se donna la tâche de soutenir tous les prisonniers politiques sans prendre en considération leurs idées politiques. Le Père

FAZILATKALAM fut un partisan ferme de cette politique au sein de l'Association malgré les pressions d'une partie de l'Association qui voulait semer la division et la discorde sur ce point. Lorsqu'une grande scission intervint dans l'Organisation des Guérilleros Fedayin du Peuple d'Iran, le Père FAZILATKALAM apporta son soutien et continua ses activités politiques avec l'aile gauche de l'Organisation des Guérilleros Fedayin du Peuple d'Iran, c'est à dire la Minorité.

Quand le régime de la République islamique d'Iran commença une répression féroce contre toutes les forces progressistes et démocrates du pays en mai et juin 1981, le Père FAZILATKALAM fut contraint à l'exil. Notre Organisation se chargea alors de sortir le camarade FAZILATKALAM d'Iran. Il vint à Paris. Mais il n'oublia jamais son passé et continua ses activités en exil, surtout en faveur des libertés politiques et des droits démocratiques des gens en Iran. C'est pourquoi le camarade FAZILATKALAM continua ses activités politiques en exil aussi bien en restant en contact avec notre Organisation qu'avec des associations démocratiques. Le régime moyenâgeux de la République islamique a entrepris une extermination sans précédent des prisonniers politiques en été 1988 au cours de laquelle des milliers d'entre elles et eux ont été massacrés en quelques jours. Six ans plus tard des opposants progressistes iraniens ont décidé d'organiser une soirée, à Paris, à la mémoire de tous les prisonniers politiques exécutés sommairement par le régime islamique cette année-là. Le Père FAZILATKALAM fut l'un des initiateurs de cette soirée qui se tint en octobre 1994. Suite à cette soirée le Père FAZILATKALAM et quelques autres de ses compagnons de lutte ont décidé de fonder une association de défense des prisonniers politiques en Iran. Après quelques réunions préparatoires cette association fut créée. Cette association dont le camarade FAZILATKALAM était le président jusqu'à son décès s'appelle Association pour la Défense des Prisonniers Politiques et d'Opinion en Iran. De fait il était un des plus actifs membres de l'Association, car il était aussi trésorier de l'Association mais également l'un des responsables de la communication. Quand quelque 30 associations démocratiques dans plusieurs pays du monde ont décidé de créer un tribunal symbolique, qui a pris l'appellation de Tribunal International, l'Association a pris activement part à sa constitution. Le représentant de l'Association au Tribunal International ne fut que le Père FAZILATKALAM. C'est justement au retour de son voyage en Allemagne pour participer à la deuxième assemblée générale de Tribunal International, les 19, 20 et 21 février 1999, que le Père FAZILATKALAM est tombé gravement malade. Le Père FAZILATKALAM, ayant passé au total 11 années de sa vie dans les prisons politiques, ayant perdu trois de ses quatre enfants dans la lutte contre la tyrannie et ayant été forcé à vivre en exil pendant presque 18 ans n'a pu supporter la maladie et s'est éteint le 26 février 1999. Il venait d'être élu au comité de coordination de Tribunal International. Il avait plus de 50 ans de luttes politiques acharnées. C'est un grand être humain, dans le sens le plus large du terme, que vient de perdre le mouvement communiste iranien.

Le 6 février 1999, les obsèques du Père FAZILATKALAM se sont tenues au cimetière du Père Lachaise à Paris. Plus de 800 personnes y ont participé. La foule s'est rassemblée à la sortie du métro Père Lachaise pour accompagner le cercueil du Père Abbas FAZILATKALAM. Un rassemblement s'est tenu près de la tombe de Sadegh Hedayat, l'écrivain iranien, pour rendre un dernier hommage. Un court discours a été prononcé par un des proches du Père FAZILATKALAM. Ensuite les centaines de participants ont une nouvelle fois accompagné le cercueil jusqu'au caveau provisoire du cimetière. Là une grande partie des participants ont chanté l'Internationale à la mémoire du Père FAZILATKALAM qui était un communiste jusqu'à sa mort. Quelques autres camarades du Père FAZILATKALAM ont ensuite entonné quelques autres chants qui ont particulièrement ému les présents. Plusieurs organisations iraniennes et françaises ont déposé des gerbes autour du cercueil du

camarade FAZILATKALAM. Sur une étoile à cinq branches tout en fleurs offerte par notre Organisation était inscrit : "Que ta lutte continue".

Le 7 février une autre cérémonie était organisée dans une salle à Saint Denis. Quatre intervenants ont parlé des luttes menées par le Père FAZILATKALAM au Tribunal International, à l'Association pour la Défense des Prisonniers Politiques et d'Opinion en Iran et dans les prisons politiques à l'époque du Chah. Une projection de diapositives ainsi qu'un film sur la vie politique du Père FAZILATKALAM ont été présentés à plus de 400 participants à cette soirée. Le témoignage de deux très jeunes filles d'origine iraniennes qui se sont exprimées en français sur leurs souvenirs avec le Père FAZILATKALAM ont été des moments très forts de cette soirée qui s'est terminée avec quelques chants.

La mémoire du camarade (le Père) Abbas FAZILATKALAM restera vivante pour toujours dans nos cœurs.

Les Infos

Grève à Parsilon

Les ouvriers de Parsilon se sont mis en grève pour protester contre la gestion de l'entreprise et pour exiger des augmentations de salaire. Ils se sont rassemblés dans l'enceinte de l'usine. Ils ont demandé la satisfaction de leurs revendications par un communiqué comprenant 16 articles. Les ouvriers y rappellent les mesures de répression prises par les responsables de l'entreprise, lesquels se disaient à une époque "défenseurs des déshérités". On lit dans le communiqué : "Nos salaires et traitements ne suffisent pas. Nous demandons la révision des salaires. Nous exigeons que les intéressements soient payés à temps. Quand il y a des problèmes, l'attitude des responsables vis-à-vis des ouvriers n'est pas correcte. Il faut que des prêts de logement nous soient accordés... Des moyens de bien-être nécessaires doivent être mis à la disposition des ouvriers..."

Rassemblement protestataire des ouvriers de briqueterie

Les ouvriers de la briqueterie A'ali d'Ispahan ont protesté contre les salaires impayés depuis 4 mois et l'instabilité de la situation de l'entreprise. Les ouvriers affirment que chaque jour 200 000 briques sont produites et vendues par l'entreprise mais le patron n'a pas payé les salaires depuis 4 mois.

Les ouvriers licenciés manifestent

Le 1er novembre dernier des ouvriers licenciés du complexe métallurgique poudre Iran se sont rassemblés devant le siège du journal Kar - e - Kargar pour exiger leur réintégration dans l'entreprise. La direction a licencié de nombreux ouvriers il y a 2 ans. Bien qu'une commission de médiation ait demandé le retour des ouvriers, le patronat refuse de les réintégrer.

Les ouvriers de Darou Pakhch d'Iran font entendre leur mécontentement Les ouvriers de l'entreprise pharmaceutique Darou Pakhch d'Iran ont envoyé une lettre aux journaux pour protester contre le non-paiement des primes et des intéressements. Ils y écrivent : "Nos primes et intéressements ne sont pas payés depuis 8 mois."

Les ouvriers de la municipalité de Téhéran expriment leur insatisfaction

Deux ouvriers ont envoyé une lettre aux journaux de la part de 2000 ouvriers licenciés de la mairie de Téhéran. Ils y ont protesté contre presque 10 000 licenciements intervenus à la municipalité de Téhéran. Ils disent : "Nous, les ouvriers de la municipalité de Téhéran avons été éreintés. Près de 10 000 d'entre nous avons été licenciés dans une illégalité totale. Depuis 1995, nous n'arrêtons pas de porter plainte. Deux mille d'entre nous avons porté plainte en 1996 auprès du bureau 26 des tribunaux sans qu'une suite y soit donnée... Nous exigeons que notre cas soit pris en considération, car depuis 1995, près de 10 000 ouvriers ne peuvent plus vivre décemment. Il faut que nos droits soient satisfaits.

Les ouvriers de Kermanit protestent

Le patron de Kermanit de Kerman a empêché que 66 ouvriers entrent dans l'usine. Ces derniers ont alors envoyé une lettre aux journaux en dénonçant ce fait, intervenu le 23 septembre dernier. Ils affirment qu'ils sont bien allés à l'administration du travail de Kerman, mais qu'aucune des promesses des responsables n'ait été tenue. Ils demandent que leurs difficultés et leur situation soient prises en compte.

Les ouvriers des Constructions de Kerman se rassemblent

Les ouvriers des Constructions de Kerman se sont rassemblés devant la Maison de l'ouvrier de cette province pour protester contre les salaires impayés depuis 8 mois. Ce problème fait que les ouvriers et leurs familles vivent dans une situation extrêmement difficile. Ils se sont adressés plusieurs fois aux responsables mais n'ont eu que des promesses non tenues. L'un des ouvriers dit : "Les responsables de la province du Kerman nous font des promesses sans prendre de mesures concrètes."

Grève des employés du centre culturel Bahman

Plus de 250 employés du centre culturel Bahman se sont mis en grève pour protester contre le non déblocage du budget voté par la mairie. Cela a entraîné le non-paiement des salaires. Les employés affirment s'être adressés plusieurs fois aux responsables sans que ces derniers s'occupent de leur cas. Alors ils ont décidé de faire une grève illimitée.

Complexe pétrochimique

Selon le journal Ressalat les employés du complexe pétrochimique du port Imam qui travaillent avec des CDD ont envoyé leurs délégués à l'Assemblée afin qu'ils discutent de leurs problèmes avec des députés. L'un des délégués a déclaré que 750 employés travaillent depuis 8 ans avec des CDD. Bien que 55 députés aient écrit au président de la République et que ce dernier ait demandé la régularisation de cette affaire, mais aucune mesure concrète n'a été prise. Le patronat et les responsables de l'Etat font des promesses aux ouvriers du complexe sans toutefois les tenir. Les employés du complexe demandent à travailler avec des contrats à durée indéterminée. Ils peuvent faire reculer les capitalistes s'ils s'unissent et accentuent la lutte.

Coup de force des capitalistes

La nouvelle direction des allumettes Fourouzan de Machhad a décidé de licencier tous les 95 ouvriers de cette entreprise sous prétexte de "restructuration". Les ouvriers licenciés ont alors

protesté contre cette décision auprès de l'administration du travail du Khorassan. Après qu'une commission de médiation ait demandé la réintégration des ouvriers, la direction les a obligés de signer de nouveaux contrats du travail. Le nouveau contrat comprend des clauses qui bafouent les droits acquis des ouvriers. C'est pourquoi dix d'entre eux ne l'ont pas signé et se trouvent toujours au chômage. La direction n'a pas payé les salaires pendant cette affaire.

Licenciement à Iran Nachkan

Iran Nachkan situé à Babolsar (nord du pays) et produisant des pièces détachées de train a licencié des ouvriers. Apparemment ces licenciements sont intervenus lorsque les ouvriers ont demandé la constitution d'un conseil islamique du travail. Mais la direction prétend les avoir licenciés pour les licenciements.

Fermeture de Djahan - e - Tchit

Les propriétaires de Djahan - e - Tchit ont finalement décidé la fermeture de l'usine après avoir laissé les ouvriers à leur sort pendant longtemps. Ainsi les 2000 ouvriers de l'entreprise ont été licenciés. Il faut rappeler que la Fondation des mostazafan (déhérités) est actionnaire à hauteur de 51%. A la tête de cette fondation se trouve un grand voleur qui s'appelle Rafighdoust. Le reste de la Fondation appartient à l'Organisation du développement de l'industrie nationale iranienne et à la Banque nationale iranienne.

On ne paye pas les salaires des ouvriers !

Le 8 novembre dernier un député de la commission du travail a remis un rapport à l'Assemblée. Il y est question des problèmes et difficultés des ouvriers. Selon ce rapport "de nombreux ouvriers travaillant dans les entreprises de Téhéran n'ont pas reçu leur salaire depuis plusieurs mois et leurs familles affrontent de graves difficultés". Le responsable de l'organisme gouvernemental qui s'appelle la Maison de l'ouvrier avait dit par ailleurs que cette année 392 entreprises de production avaient des difficultés pour payer les salaires ! Le journal Ressalat a avoué qu'à la fin du mois d'aban (le 21 novembre) 400 000 ouvriers n'avaient pas reçu leur salaire.

Stagnation et chômage

Le directeur général des industries du Kermanshah a dit que ces dernières années, 68 entreprises de cette province ont fermé et les ouvriers ont été licenciés. Un autre responsable de la sous-préfecture de Karadj a également déclaré que sur 600 entreprises installées dans la cité d'Echthard 550 sont en stagnation. Le directeur général du travail du Téhéran a aussi annoncé qu'actuellement 534 000 demandeurs d'emploi sont inscrits sur la liste des bureaux du travail de cette province. Plus de 84 000 d'entre elles et eux sont bacheliers et bac + 3 ou 4 ou 6. Par ailleurs le responsable des relations publiques du travail du Guilân parle de plus de 100 000 chômeurs parmi la population active de la province. Selon lui, sur une population active de 726 000 personnes 14% sont sans emploi. Le directeur de la province de l'Azerbaïdjan de l'Ouest tire aussi la sonnette d'alarme en déclarant que la situation sera catastrophique si l'on ne puisse pas trouver une solution pour les 106 000 demandeurs d'emploi de cette province.

Exclusion des femmes en un clin d'œil

Le journal gouvernemental Kar - e - Kargar a publié le 7 novembre les conclusions d'une étude statistique sur l'emploi des femmes. Cette étude compare le nombre de femmes salariées entre 1956 et 1991. En 1956 seulement 9,6% des salariés de tout le pays étaient des femmes. Cette proportion atteint 13,2% en 1966 et 13,7% en 1976. Elle retombe à 8,8% en 1986 pour remonter à 9,3% en 1991 ! Autrement dit la République islamique a baissé le nombre de femmes salariées pendant ses 13 premières années de règne au même niveau qu'il y a 35 ans ! La même étude démontre que le nombre de femmes directrices et spécialistes est très bas par rapport à l'ensemble des salariés du pays. En 1993 seulement 9% des directeurs et des hauts fonctionnaires étaient des femmes, 2% des spécialistes et des techniciens en physique et chimie ainsi que 6% des juristes et 1% des députés étaient des femmes.

Hausse des prix

Le prix d'un kilo de viande a augmenté de 11 000 à 20 000 rials. Un kilo d'œuf coûte maintenant 9000 rials au lieu de 5900. Un dollar américain a dépassé la barre des 7000 rials le 10 novembre pour atteindre 7100 rials. C'est dans ces conditions que selon Baghian, le vice-ministre de l'économie et du budget, "la moyenne du salaire des fonctionnaires d'Etat est de 470 000 rials et la moyenne des coûts de la vie d'une famille urbaine est de 1130 000 rials"!

Protestation des ouvriers du tapis du Mazandaran

Les ouvriers de l'usine du tapis du Mazandaran ont protesté contre les mesures anti-ouvrières de la direction dans une lettre qu'ils ont envoyée à la presse. Selon la lettre des ouvriers, 260 sur 300 d'entre eux, ayant de 8 à 17 ans d'ancienneté ont été licenciés. Quarante autres travaillent sans avoir accepté les conditions de la direction. Ils demandent : "Pourquoi les ouvriers sont-ils obligés de partir avec plusieurs années d'ancienneté ? Pourquoi doivent-ils être forcés de signer des CDD ? Pourquoi faut-il qu'ils acceptent toutes les conditions de la direction ?"

Contre les licenciements

L'atelier du "martyr Bahonar" est affilié au ministère des transports et des routes. Il est situé au Guilan à 15 km de Racht, capitale du Guilan au Nord du pays. Le ministère a cédé l'atelier, le 27 octobre 1998, à une société qui s'appelle Rahdaran. Or le responsable des ressources humaines de Rahdaran refuse d'employer les ouvriers de l'atelier en déclarant qu'elle n'a pris aucun engagement envers eux. Autrement dit Rahdaran a licencié tous les ouvriers, ce qui a provoqué leur protestation. Les ouvriers se sont alors adressés à la préfecture, au ministère du travail et au délégué du "guide". Cinquante ouvriers ont également signé une pétition qu'ils ont envoyée au journal Kar - e - Kargar. Ils y ont exigé que leur problème soit résolu. Suite aux différentes démarches des ouvriers, la commission de discernement du ministère du travail demande à Rahdaran de réintégrer les ouvriers dans l'entreprise. Mais le directeur général a muté des ouvriers à des endroits les plus lointains de la province du Guilan. Les ouvriers de cet atelier ont été tous licenciés alors qu'ils avaient de 5 à 25 ans d'ancienneté dans la société.

Grève des ouvriers verriers à Hamédan

Les ouvriers verriers de Hamédan ont fait grève pour protester contre les méthodes de la direction vis-à-vis des salariés. Au cours de leur grève, les ouvriers ont empêché l'entrée du sous-directeur exécutif de l'entreprise et ont exigé sa révocation. Les ouvriers affirment que

l'attitude de la direction est inhumaine et indigne et même illégale. Il faut rappeler qu'avec 800 ouvriers, les Verreries de Hamédan sont l'entreprise la plus grande de cette province du pays.

Rassemblement protestataire des ouvriers briquetiers

Le 12 décembre 1998, de nombreux ouvriers d'une briqueterie d'Ispahan se sont rassemblés devant la préfecture pour exiger le paiement des arriérés de salaire. Le propriétaire de la société s'était enfui à l'étranger après la révolution de 1979. Il est rentré au pays après plusieurs années d'absence et l'Etat lui a de nouveau confié l'entreprise. Il refuse de payer les salaires depuis 8 mois et l'entreprise est sur le point de la fermeture.

Sit-in des ouvriers licenciés

Plus de 150 ouvriers licenciés des Machineries de Zayandehroud ont organisé un sit-in dans l'immeuble de la compagnie des eaux régionales de l'Ispahan pour protester contre leur licenciement début décembre. Alors que les ouvriers exigeaient leur réintégration, un responsable de la compagnie s'est présenté et leur a dit : " Nous n'avons nullement besoin de vous" ! La plupart des ouvriers licenciés ont plus de 20 ans d'ancienneté. Les ouvriers écrivent dans une lettre : " En 1992, sous prétexte de réduction des effectifs, 300 ouvriers ont été licenciés. En 1994 et 1995 le même procédé a continué ayant pris d'autres victimes. Messieurs les responsables ont fondé plusieurs entreprises (entre autres la Société d'ingénierie des machineries). Et à chaque fois ces sociétés n'ont pas reconnu les ouvriers et les ont licenciés ou mis en retraite par diverses tricheries. Ils ont ensuite annoncé que ces sociétés sont privées et la compagnie des eaux a vendu toutes ses actions." Les ouvriers ont demandé que leurs difficultés soient prises en comptes et résolues.

Les ouvriers des Tuyauteries du Khouzestan exigent leur salaire

Les salaires des ouvriers des Tuyauteries du Khouzestan n'ont pas été payés depuis 6 mois. Apparemment l'électricité de l'usine a été coupée pour factures impayées. Cette entreprise est sous la responsabilité de la Banque des mines et industries. Or cette dernière ne s'en occupe plus, de sorte que l'entreprise n'a pas de directeur général depuis un an. Les ouvriers exigent le paiement de leur salaire. Ils sont allés négocier avec le député d'Ahvaz (capitale du Khouzestan au Sud du pays) le 29 novembre dernier.

Les ouvriers du cuivre protestent

Les ouvriers de la Société du cuivre du martyr Bahonar à Kerman ont envoyé une lettre au journal Kar - e - Kargar. Ils y ont exposé leurs difficultés. Ils ont écrit : " Depuis quatre ans le plan des carrières est en train de se réaliser. Mais il n'y a rien de nouveau sur les droits des ouvriers." Les ouvriers ont précisé que les responsables de la société ont supprimé leurs primes par diverses manières. Ils n'ont pas répondu à la demande de nombreux ouvriers qui travaillent depuis 6 ans avec des CDD et exigent d'être embauchés définitivement. Les ouvriers ont confirmé ne pas être payés depuis plusieurs mois.

Cent mille ouvriers licenciés en un an

Le journal Kar - e - Kargar a cité le 8 décembre Mahdjoub, le secrétaire général de l'organisme gouvernemental qui s'appelle Maison de l'ouvrier. Il a dit : "En un an 100 000 ouvriers des unités de production, d'industrie et de service ont été licenciés... Pour la même période 600 000 ouvriers ont travaillé sous CDD." Autrement dit non seulement 100 000

ouvriers ont été licenciés en un an, mais en plus 600 000 ont travaillé obligatoirement avec des CDD, étant ainsi privés des avantages des ouvriers employés sous CDI et risquant à tout moment le licenciement.

Licenciements confirmés par les commissions de médiation !

Le directeur général du travail et des affaires sociales du Semnan a annoncé qu'en un mois, 2239 plaignants se sont adressés à son administration dont 1392 n'étaient pas d'accord avec leur licenciement. Or 355 personnes ont pu réintégrer leur emploi, 565 autres ont vu leur licenciement définitif et finalement 472 plaintes ont été retirées à l'"amiable". Autrement dit les commissions de médiation du Semnan ont confirmé d'emblée la moitié des licenciements ! Et puis elles ont réussi à confirmer un tiers des licenciements à l'"amiable" et seulement un quart des ouvriers ont pu reprendre leur boulot. De plus les ouvriers savent qu'entre l'arrêt de réintégration et la reprise effective du travail il leur reste un long chemin à faire. Car la plupart des patrons ne respectent pas ces arrêtés. La province du Semnan est un exemple de ce que font les commissions de médiation ; elles confirment les licenciements des dizaines de milliers d'ouvriers à travers le pays. Les déclarations du vice-ministre du travail sont aussi révélatrices à ce propos. Il a dit que sur 90 000 plaintes déposées auprès des commissions de médiation 35 000 ont été suivies par un arrangement à l'"amiable" entre les ouvriers et patrons. C'est-à-dire en plus de dizaines de milliers d'ouvriers licenciés dans le pays, 35000 d'autres l'ont été à l'"amiable" !

Stagnation

Un des responsables de la cité industrielle Kaveh a dit que sur 235 entreprises installées à cet endroit 100 ne sont pas dans une bonne situation et risquent la fermeture définitive. Selon lui 65 taxes différentes que ces entreprises payent sont une cause de cette situation. Le vice-ministre du travail, Khadjeh-Nouri, a également déclaré que 50 taxes diverses sont demandées aux entreprises.

Electrolux a fermé

La Société des appareils électroménagers Movaled (anciennement Electrolux) a fermé début décembre. Avec la fermeture d'Electrolux qui était située dans la banlieue de Saveh, 450 ouvriers ont été privés de leur emploi. Electrolux a été privatisée au printemps 1993 et ses responsables ont donné comme raison de fermeture un incendie. Les ouvriers se sont toutefois rassemblés devant l'administration du travail et la Maison de l'ouvrier, exigeant le retour à leur travail.

Baisse des productions Le ministère des industries a publié le rapport des activités industrielles du premier semestre (l'année iranienne commençant le 21 mars). Dans ce rapport la production de 83 produits importants industriels a été prise en considération. En comparaison à la même période de l'année passée, le niveau de production de 33 articles a baissé de 2% à 92%. L'automobile et les moteurs ont baissé de 5 à 80%, les machines-outils et équipements de 6,8 à 65%, les industries métalliques de 1,5 à 11%, les industries chimiques de cellulose de 8,1 à 92,6%, les produits miniers non métalliques de 1,2 à 10,5%, les produits agro-alimentaires et pharmaceutiques et hygiéniques de 5,3 à 30,7% et finalement les produits textiles de 0,2 à 15,1%. Les raisons de ces baisses, que le ministère avance, sont manque de liquidités, manque de capitaux courants, manque de devises, diminution du pouvoir d'achat des gens, saturation du marché, déséquilibre entre offres et demandes, importations et difficultés des exportations.

Baisse des investissements

La proportion des investissements par rapport au produit intérieur brut (PIB) en 1976 était de 25%. Elle est tombée à 17% en 1996 pour diminuer à 16% en 1998. Pour la même période cette proportion en Malaisie, en Corée du Sud, en Indonésie et en Inde était respectivement de 43%, 39%, 38% et de 23%. Il faut par contre rappeler qu'en 1997 et 1998 quelque 300 nouvelles sociétés iraniennes se sont installées aux Emirats Arabes Unis pour augmenter le nombre de sociétés iraniennes à 2000 dans ce pays du Golfe persique. Elles fabriquent principalement des produits alimentaires et des appareils électriques. Le journal Kar - e - Kargar daté du 1er décembre annonçait que 25 sociétés iraniennes ont conclu des contrats avec les investisseurs saoudiens dans les domaines des industries lourdes et semi-lourdes, du fer, des appareils électroménagers et du commerce. Selon le même journal qui citait le journal arabe Alchargh - Alossat, l'un des plus importants contrats des capitalistes iraniens et saoudiens a été conclu entre la société Iran Carbone et la société saoudienne Aldjamii pour un montant de 30 millions de dollars. Il concerne la production de carbone en Arabie Saoudite.

Dettes des entreprises d'Etat

Les dettes des entreprises d'Etat ou affiliées à l'Etat aux banques ne cessent d'augmenter. Le montant de ces dettes en 1995 et 1996 était de 16406,4 et 213179,6 milliards de rials. En 1998 elle est de 322720 milliards de rials. Les déficits de ces entreprises ont été de 563,5 milliards de rials en 1993 pour arriver à 1893,6 milliards en 1998.

Manque de places dans les 217 prisons

Le directeur des pénitenciers du pays, Mortéza Bakhtiari, successeur de Ladjévardi, a dit qu'il y a actuellement 162 000 prisonniers dont 96 000 de toxicomanes et de dealers de drogues. Il a dit que les 217 prisons du pays manquent de places. Par ailleurs, il a gardé le silence total sur le nombre de prisonniers politiques et d'opinion. Il a finalement déclaré : " Les règlements de visite des prisons par les journalistes sont en train de s'établir."